

ÉLECTIONS AU MAROC

Pourquoi les Marocains ont-ils boudé les urnes

«Algérie-Maroc, match nul», plaisante un ami marocain à propos de l'abstention record enregistrée à l'issue des élections législatives : un taux de participation de 37%.

Plus de 60% de Marocains ont choisi de boudé les urnes. A Casablanca, le taux de participation n'a été que de 27%. De façon générale, il n'a été que de 30% dans les villes contre une moyenne de 40% dans les campagnes. Certes, comme l'affirme le ministre de l'Intérieur marocain, Chafik Benmoussa, le royaume a choisi de jouer la carte de la transparence. Hormis le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) qui a augmenté le nombre de ses députés (47 contre 42 en 2002), tous les partis ont laissé des plumes. L'Istiqlal, au discours à la carte, surfant sur le nationalisme et le religieux, arrivé en tête (52 sièges), en a perdu huit par rapport à 2002. L'USFP est le grand perdant de ce scrutin : il perd 12 sièges passant de 50 en 2002 à 38 en 2007, etc. Malgré un discours officiel rassurant, insistant sur la transparence et la régularité du scrutin, «cette abstention massive traduit un réel divorce entre l'écrasante majorité des Marocains et ses élites politiques», explique un universitaire.

Question : pourquoi les Marocains ont-ils boudé les urnes et pourquoi le PJD que tous donnaient vainqueur n'est pas parvenu à devenir la première formation politique du Maroc ? Est-ce à dire que les islamistes ont en perte de vitesse ?

Al Adl oual Ihsane (Justice et bienfaisance) de Cheikh Yacine, la plus importante force politique marocaine, et

plusieurs groupes islamistes non reconnus par les autorités, ont boycotté les élections sans lancer d'appel.

Le PJD sanctionné par la base islamiste

Pour l'universitaire Mohamed Darif, spécialiste de l'islamisme marocain que j'ai rencontré au café de France à Casablanca (voir *Le Soir* de samedi), «contrairement à ce que rapportent certains journaux, El Adl n'a appelé ni au boycott ni à l'abstention. Pour eux, l'idée même d'appeler au boycott équivaut à une reconnaissance du processus électoral. Or, le mouvement de Cheikh Yacine est le seul à ne pas reconnaître au roi sa légitimité religieuse, et ce, contrairement au PJD, qui qualifie d'islamistes light, mais aussi aux partis dits de gauche, comme l'USFP et le PPS». L'universitaire explique qu'une formation comme El Adl oual Ihsane a ses propres codes pour communiquer. «Pas besoin de communiqué de presse, ni même de prêches dans les mosquées, pour que les centaines de milliers de Marocains comprennent le message de Yacine de ne pas se rendre aux urnes». De ce fait, la base islamiste n'a pas voté en faveur du PJD. «Je ne voterai pas pour un parti dont les dirigeants baissent la main au roi. C'est contraire à l'Islam», explique Najib, patron d'une petite échoppe du bidonville de Sidi Moumen, où les salafistes ont pignon sur rue. Effectivement, les images de la télé marocaine montrant

Saadeddine Othmani baisant la main de Mohammed VI ont choqué ces islamistes auxquels s'adresse le discours du PJD. «Cheikh Yacine ne vote pas. Donc je ne vote pas», ajoute malicieusement Najib, très au fait des codes en vigueur au sein d'Adl oual Ihsane.

Qui plus est, le PJD a été victime d'une scission intervenue dans ses rangs. L'un de ses fondateurs, le prédicateur Abdelbari Zemzami, qui a été élu dans la Médina de Casablanca, a créé un nouveau parti, le Parti de la renaissance et de la vertu, présent dans une vingtaine de circonscriptions électorales sur les 95 que compte le Maroc. De fait, une partie de la base du PJD, mécontente de cette division et du ralliement du parti à la monarchie, a préféré boycotter.

Un réel mécontentement social

Cela étant, ces taudis de Sidi Moumen, sans eau, où les égouts sont à ciel ouvert, d'où sont partis les kamikazes qui se sont fait exploser à Casablanca en mai 2003, ont été régulièrement visités par les partis politiques en campagne. Sans invoquer l'argument islamiste, des jeunes de ce quartier pauvre invoquent les promesses non tenues par les partis. «Que je vote ou pas, le bidonville sera toujours là», assure Ali, vendeur à la sauvette. «Tous des menteurs !» dit un autre. Ici, où les gens sont accueillants, prêts à vous offrir le thé, il n'y a aucune affiche électorale et pas l'ombre d'un tract. Les télévisions sont branchées en permanence sur Al-Jazeera et ces chaînes saoudiennes diffusant

le discours wahhabite. Rarement sur les chaînes marocaines sauf quand les Lions de l'Atlas (l'équipe nationale de football) disputent un match. Des vendeurs à la sauvette proposent des jouets à 5 dirhams qui font la joie des enfants : sur des rails, au lieu d'un train, une 4x4 montée par Ben Laden poursuivant un char américain. C'est dire ! Si dans ce quartier, les islamistes sont discrets depuis le démantèlement de plusieurs réseaux terroristes, ils sont bel et bien présents. «Ne vous fiez pas aux apparences, ils restent actifs», prévient Ibrahim, un militant associatif qui connaît bien la mouvance islamiste et ce quartier. Même constat dans la Médina de Casablanca, et ce, même si tous les partis marocains disposent de locaux bien en vue dans la vieille ville. Dans cette Casbah de Casablanca, ils se complaisent sur les doigts d'une main, ceux qui se sont rendus aux urnes. Ici, on raille les élections. «Ceux qui votent ont été payés», m'explique un coiffeur de la Médina qui semble en savoir long sur ces pratiques. La presse, d'ailleurs, dénonce régulièrement le rôle de l'argent dans les élections, une pratique utilisée depuis des décennies par certains partis politiques pour faire élire certains de leurs candidats.

Une gauche qui a tourné le dos aux aspirations populaires

En outre, Ennahj démocrati (la Voie démocratique), héritier de Ila Amam, mouvement de la gauche radicale dont faisait partie Abraham Sarfaty, est la seule formation à avoir lancé un appel au boycott. Ce parti de la gauche radicale exige au

De notre envoyé spécial, Hassane Zerrouky

préalable une réforme de la Constitution. «Dans un régime où tous les pouvoirs sont détenus par la monarchie, où le gouvernement n'a pour fonction que gérer selon les orientations du roi et où le Parlement n'a aucun pouvoir, ça ne sert à rien de présenter des candidats», explique l'un de ses dirigeants. Ses militants sont régulièrement interpellés et même condamnés à la prison pour «offense au roi». Pire, bien qu'il ne reconnait pas la République sahraoui, Ennahj démocrati est la seule formation marocaine à se prononcer pour l'autodétermination du Sahara occidental. «Pour nous, c'est une question de principe.

On ne transigera pas sur le droit à l'autodétermination des peuples. C'est aux Sahraouis de choisir s'ils veulent être marocains ou indépendants.» Une position qui leur a valu une volée de bois vert de la part de la gauche traditionnelle et des partis nationalistes. «Il ne faut pas être un fin analyste pour savoir que les Marocains ne voteront pas», explique Abdelmoumen Jebari, qui a passé dix ans en prison sous le règne de Hassan II. «L'écart entre riches et pauvres est visible à l'œil nu.

L'USFP, qui a été au pouvoir pendant dix ans (1998-2007) a tourné le dos à ses promesses de réduction de la pauvreté et du chômage. Les électeurs, soit en s'abstenant

ou en votant, lui ont adressé un sévère avertissement», ajoute-t-il.

En effet, l'USFP mais aussi le PPS (Parti du progrès et du socialisme, héritier du Parti communiste) ont laissé des plumes dans cette élection. Ils ont certes joué la carte de la peur des islamistes, mais visiblement, cela n'a pas été porteur électoralement. «En fait, le Marocain en a marre de voir les mêmes têtes au gouvernement sans que sa situation s'améliore», explique un universitaire. «Il veut un changement radical, avec un gouvernement qui soit comptable de sa politique devant le peuple et non pas seulement devant la monarchie.»

Pour l'heure, ces résultats conforteront sans doute Mohammed VI. Détenant la réalité du pouvoir, ce dernier va désigner une personnalité sans affiliation partisane. D'aucuns pensent que Fouad el Himma, numéro deux du régime, qui a été élu après avoir démissionné de ses fonctions, est celui qui dirigera le gouvernement. La question reste de savoir si Mohammed VI va reconduire la coalition (Istiqlal, USFP et PPS) qui a dirigé le pays de 2002 à 2007, sachant qu'elle a été désavouée par une majorité de Marocains, ou s'il sera tenté d'intégrer le PJD, arrivé en deuxième position, au gouvernement.

H. Z.

NOUREDDINE MOUSSA RÉUNIT LES CADRES DU SECTEUR DES 17 WILAYAS DE L'EST

Retard dans la réalisation des programmes du million de logements

Les wilayas de l'est enregistrent un retard considérable dans la réalisation et le lancement des programmes inscrits dans le cadre du million de logements décidé par le président de la République. «Il faut que tous les programmes soient lancés au plus tard avant le 1^{er} trimestre 2008 sinon on raterait l'objectif», a précisé Nouredine Moussa devant les différents responsables du secteur de l'habitat des 17 wilayas de l'est, réunis à Constantine.

Ithem B. Tir - Constantine (Le Soir) - L'évaluation du secteur de l'habitat au niveau des 17 wilayas de l'est du pays a été faite par le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme Nouredine Moussa à l'occasion de sa visite d'inspection à Constantine où il a réuni tous les cadres du secteur en vue de leur transmettre les dernières recommandations et orientations. L'objectif étant l'achèvement du programme quinquennal qui prévoit pour les 17 wilayas de l'est 368 000 logements pour les trois formules : social locatif, social participatif et rural et celle du programme global. Sur ce nombre prévu, 288 000 logements ont été lancés soit 80% et dont 100 000 soit 25% seulement, qui sont finalisés. Le ministre a préféré s'adresser au personnel en contact direct avec les citoyens,

en l'occurrence les subdivisionnaires de daira et les inspecteurs de l'urbanisme qui auront la charge d'améliorer les prestations et renouer avec la confiance des souscripteurs. «Le rapprochement avec les citoyens est nécessaire», disait-il avant d'indiquer que «100 milliards de dinars ont été alloués en 2007 pour la requalification urbaine» et d'ajouter : «L'Etat fournit un effort considérable pour une meilleure réalisation des projets inscrits dans le cadre de l'habitat et pour ce, nous avons décidé de réviser les procédures de l'élaboration des marchés publics».

Nouredine Moussa a profité de l'occasion pour réitérer l'engagement pris par le président de la République, celui de réaliser 1 million de logements avant 2009. Pour cela, le ministre a insisté sur le fait que

«tous les programmes non lancés doivent l'être au plus tard avant 2008, aussi, il faut accélérer la cadence de ce qui est en cours de réalisation».

Pour ce qui est des programmes non lancés, leur nombre est de 74 000 logements, ce qui représente 20% du programme global.

Par ailleurs, et pour le million de logements, le quota des 17 wilayas de l'est du pays qui était de 296 000 logements a augmenté pour atteindre les 362 000 en programme complémentaire et ce pour les trois formules proposées. Les résultats des wilayas pour les programmes non lancés, ont été jugés non satisfaisants par le premier responsable du secteur qui précise que pour certaines wilayas, le taux des programmes non lancés est très élevé. El Oued, Souk Ahras, Khenchela et Biskra des wilayas qui ont plus de 30% de programmes non lancés. Béjaïa, Jijel, El-Taref, BBA, Skikda ont entre 20 et 25%. Pour Mila, 17% sont non lancés. Six autres wilayas ont une moyenne inférieure ou égale à 10% dont Constantine avec 4.59%. Si l'on considère le taux

des programmes non lancés à travers les wilayas de l'est formule par formule, l'on trouve que 15 % du programme social n'a pas encore été réalisé et le taux dans 6 wilayas est supérieur à 20%. Pour les 19% que représente la formule LSP, beaucoup reste à faire, notamment dans 5 wilayas qui enregistrent un taux entre 30 et 48% de programme non lancé. Quant au logement rural, 24 % restent à réaliser et dans 8 wilayas, le taux de programme en retard varie entre 25 et 58%.

Sur un autre volet, Nouredine Moussa a tenu à renseigner les urbanistes qu'à travers la loi de finances 2008 en cours d'étude, son département a proposé d'élever le prix de référence du mètre carré.

Revoir le contenu des cahiers de charges du programme LSP et ordonner le lancement des travaux de viabilisation au plus tard avec le lancement des travaux, ont été les nouvelles orientations données par Nouredine Moussa. Ce dernier a renseigné également qu'une loi est en cours de réalisation pour obliger les gens à achever leurs constructions.

I. T.

CENTRE DE PRESSE

«EL MOUDJAHID»

Hommage à «El Baraka»

Fidèle à son engagement de préserver la mémoire des figures emblématiques qui ont fait l'histoire de l'Algérie, l'association Machaâl Echahid a rendu hommage, hier au centre de presse *El Moudjahid*, au grand révolutionnaire Dakhlil Mokhtar. Un hommage qui coïncide avec la commémoration du 5^e anniversaire de sa disparition.

L'émotion était au rendez-vous. Cet événement a regroupé de nombreux compagnons d'armes, moudjahidine et moudjahide, ainsi que son fils et des représentants de la société civile. Venus se remémorer et retracer son itinéraire durant la guerre de Libération nationale dans la région de Jijel, ces derniers ont évoqué la personnalité de ce grand révolutionnaire. Des témoignages très émouvants ont mis en exergue les qualités et surtout le courage de celui qu'on dénommait «El Baraka». Né le 02/12/1929 à Chekfa (7 kilomètres à l'est de Taher), Dakhlil Mokhtar dit «El Baraka» a d'abord milité pendant une dizaine d'années au sein du PPA, soit de 1945 à 1954. A peine âgé de 28 ans, la responsabilité de la zone II lui fut confiée. Connue pour sa grande stratégie de combat, il livra à l'ennemi de nombreuses batailles. Sa ténacité et son courage étaient tels que de grands responsables français en ont été dérouterés. Il ne craignait rien. Les témoignages rapportent qu'un convoi français fut attaqué par Dakhlil à la sortie de Ouled Asker auquel il infligea de grosses pertes. Ce même convoi et avant d'arriver à El Anser, sera la cible d'une autre attaque de la part des djonoud. Ces deux incidents feront réagir un commandant français, qui, exaspéré, lancera «mais ce n'est pas possible El Braka est partout». Un tel témoignage explique l'acharnement de l'armée française à vouloir l'abattre. El Baraka tombera au champ d'honneur au cours de la célèbre bataille de Dar Saddam le 19 septembre 1957. L'effort et le sacrifice consentis par ce militant pour la libération du pays ont fait de lui une des figures emblématiques. D'ailleurs, dans son intervention, son fils Mohamed Ezzine, l'aura bien résumé : «Mon père est né pour l'Algérie, a combattu pour l'Algérie et est mort pour l'Algérie.»

En cette occasion, une plaquette souvenir a été offerte par le président de l'association Machaâl Echahid, Mohamed Abbad, au fils du chahid, Mohamed Ezzine Dakhlil. Elle a été remise par une des moudjahidate et amie d'El Baraka, en l'occurrence Mme Moussaoui.

W. Z.